

François Nicolas Viger
Prêtre de l'Oratoire

Entré : 1696.

Né à Paris , le 1675

Mort à St Magloire , le 22 octobre 1752

Notes bio-bibliographiques

EP Bonnardet
mus. oratoire

Voire :

Auby : C. VI, p. 16.

Bicaïs : C. II, p. 589.

Bonardi : p. 841.

M^{gr} Battifol : Histoire du Breviaire romain, p. 272-274 et dans les Etudes de liturgie, Paris Lecoffre 1919 p. 291-327

Dom Guéranger : Institutions liturgiques, C. II, p. 97 et suivantes, p. 297-298

Guérard : La France littéraire, C. X, p. 160.

Guéroux : Dict. de bibliog. catholique, C. I, p. 905. qui lui attribue faussement qqs ouvrages et le dit né en Bourgogne, ce qui est faux également.

Correspondance de l'abbé Lebeuf, Auxerre, Perrigot, 1876, 2 vol. — C. I, lettre 147, lettre au P. Viger.
C. II, p. 84, lettre de Viger à Lebeuf.

Nouvelles Ecclésiastiques Année 1730, 1736, 1746, 1750 page 11

Lequeux : Mémoire abrégé sur la vie et les ouvrages de l'abbé Mesenguy, Paris, 1763, in 8.

Leuget : Eloge de Coffin, en tête des Œuvres de ce dernier, Paris, 1755, 2 vol. in 12

Sommervogel : Bibl. de la C^{ie} de Jésus, 1891, C. IV, p. 454.

Sur Virtunille =

Nouvelles ecclésiastiques

Richard : Dict. historique de la Provence

Richard et Girard : Bibliothèque sacrée

Tuquet : France pontificale

Il y en a eu plusieurs de ce nom.

Le Père François Nicolas Viger

M. M. 607, 4^e catalogue, N 1670 =

François Nicolas Viger, de Paris, ^{à Lyon} entré en 1696, prêtre en septembre 1701
mort en 1752

Listes des Assemblées = 1702 Tours Act.

1705 " "

1708 S. Magloire

1711

1714

1717

1720

1723

1726

1729

1732

1733

1736

1739

1742

1745

← assistant du R. P. général

1746

" supérieur et assistant

1749

1752

"

Nécrologe =

Mort le 22 octobre 1752 dans la maison de S. Magloire, où il avait enseigné la théologie positive pendant bien des années; savant universel, profond; surtout dans la connaissance de l'écriture et de la tradition; il joignait à une mémoire prodigieuse une critique sûre; à une érudition immense, une aimable simplicité. Il est auteur du nouveau bréviaire de Paris. Il avait été assistant de la Congrégation.

M.M. 611, page 25, N° 77 =

Le Confrère François Nicolas Viger, 21 ans, de Paris, paroisse St Séverin, fils de feu François Viger, avocat au Parlement et de Catherine Jouel, entré à l'Institution de Lyon le 3, vêtu le 31 octobre 1696

Il a étudié 3 ans en théologie au Sorbonne. Il est tonsuré.

Le R. P. Général (De La Tour) qui le connaît particulièrement, l'a envoyé en cette maison de Lyon pour remplir la place fondée.

Il a l'extérieur avantageux, beaucoup de douceur et d'honnêteté. Fort bonne mémoire, facilité d'esprit, quoiqu'il n'ait pas fait la proposition de l'Evangile à la conversation avec la netteté et la facilité qu'on attendait de lui. On l'a souvent averti à l'Institution de donner un peu plus à la piété et de modifier un peu la passion qu'il a pour l'étude. On a trouvé quelquefois dans sa chambre des livres d'études qu'il n'avait pas reçus des Directeurs.

Le P. R. P. Général sait bien que ce jeune homme a quelques beaux commencements de science ecclésiastique dans la théologie positive et dans les langues.

M.M. 612, N° 2087 de ma copie =

Le Confrère François Nicolas Viger, tonsuré, né à Paris, 21 ans, fils de feu François Viger, avocat et de Catherine Jouel. ^{à Mazarin}

A fait ses humanités et 3 ans de théologie au Sorbonne

Entré à Lyon le 3, vêtu le 31 octobre 1696. Ne paie aucune pension

Bel extérieur, doux, honnête, bon esprit, de très bonne mémoire, capable de hautes sciences. Il sait les langues. Pas assez porté à la piété. Mort en 1752.

Bicaïs =

Notice de l'Oratoire de France =

[M. d' Aix, t. II. p. 589.
Copie de la Bibl. N^{le}, t. III. p. 252.]

François Nicolas Viger, fils d'un avocat au Parlement de Paris, fut élevé sous les yeux du savant Elie Dupin, son oncle, qui lui inspira beaucoup de goût pour les études ecclésiastiques. Ayant embrassé jeune l'état de la cléricature, il fit 3 ans de théologie en Sorbonne; après quoi il alla prendre l'habit de l'Oratoire à Lyon au mois d'octobre 1696. Il n'avait alors que 21 ans et déjà il était regardé comme un homme tout formé. A la fin de son institution, où il avait fallu modérer son ardeur pour l'étude, on l'envoya à Juilly pour y enseigner les humanités. Mais à peine y eut-il passé 4 ans que, le jugeant déplacé dans une classe inférieure, on l'en déchargea pour l'appliquer à un travail plus analogue à ses grandes dispositions. Il fut donc chargé en 1701 d'aller faire l'ouverture des conférences sur l'histoire ecclésiastique que M. Robillard venait de fonder dans la maison de l'Oratoire de Bourges. Tout jeune qu'il était, il fit voir par la manière dont il s'acquitta de cet emploi qu'il était consommé dans la connaissance des matières qu'il traitait. Les succès qu'il eut à Bourges pendant ^(4 ans) 5 ou 6 ans, le firent appeler à Paris pour y remplir la même tâche dans le séminaire de St. Magloire.

M. Viger, se voyant obligé de parler dans des exercices où avaient paru avant lui les premiers sujets de la Congrégation et où les savants de la capitale se faisaient un plaisir d'assister, n'oublia rien pour se mettre en état de répondre à ce qu'on attendait de lui. Il commença et, dès qu'on l'eut entendu, on fut étonné de sa sagacité, de son éloquence et de la profondeur de son savoir. On dit qu'il avait une mémoire si prodigieuse que, quelqu'endroit qu'on lui citât de l'Ecriture St^e, d'un grand nombre d'ouvrages des Pères de l'Eglise et de plusieurs auteurs profanes, il en récitait la suite sans le secours d'aucun livre, avantage dont il était redevable en partie à son application continuelle à l'étude.

La réputation que ses talents lui avaient acquise, engagea M. de Vintimille, lorsqu'il eut été fait archevêque de Paris, à jeter les yeux sur lui pour travailler au nouveau bréviaire qu'il se proposait de donner à son église. Le prélat ne pouvait pas faire un meilleur choix. Outre l'érudition, M. Viger avait tout le discernement et le goût qu'il fallait pour remplir un objet aussi important. Il mit aussitôt la main à l'œuvre et, son travail étant fini, il fut examiné et jugé digne d'être mis entre les mains des ministres de la religion; de sorte que c'est à lui que le clergé de Paris est principalement redevable de ce précieux recueil de prières pleines d'unction et de lumière dont il se sert, chaque jour, pour rendre à Dieu le tribut d'honneur et de louange qui lui est dû; prières que plusieurs Eglises de France ont adoptées dans la suite pour s'acquiescer du même devoir. Cet ouvrage, quelque excellent qu'il soit, aurait été plus parfait si on avait laissé à l'auteur plus de liberté pour le choix des matières. Mais il fallut céder au temps et retrancher bien des choses que la prévention ou la jalousie faisaient désapprouver.

Le P. Viger avait un caractère de politesse et de bonté qui le faisait rechercher des grands et des savants. Il était difficile, quand on le connaissait, de lui refuser son estime et son attachement. Sa piété, sans avoir rien de singulier, ni d'affecté, parut toujours une piété mâle et uniforme. Sa Congrégation, voulant lui donner une marque de considération, le nomma assistant du P. général dans ses assemblées de 1742 et 1746 et elle le perdit le 22 octobre 1752. Il était âgé de 77 ans, dont il en avait passé plus de 45 à S. Magloire, où il avait été supérieur et longtemps professeur. Il fut regretté, dit le Vénologue, comme un savant universel, profond, surtout dans la connaissance de l'Ecriture St^e et de la Tradition et qui joignait d'une mémoire prodigieuse, une critique sûre, et à une érudition immense, une aimable simplicité.

On doit, comme il a été dit, attribuer au P. Viger le nouveau bréviaire de Paris, lequel parut pour la 1^{re} fois sous ce titre : Breviarum parisiense, illustrissimum et reverendissimum in Christo patris D.D. J. Caroli - Gaspari - Guillelmi de Virkinille, et comitibus Massilioe Du Luc, Parisiensis archiepiscopi et auctoritate ac venerabilis ejusdem Ecclesie capituli consensu editum. Parisiis, 1736, 4 vol in 12., dont il y a eu d'autres éditions du même format et in 4^o.

cel. de Virkinille (Mandement du 17 mai 1736) « en annonçant ce nouveau bréviaire aux fidèles de son diocèse, les avertit
« qu'il est presque entièrement composé des paroles de l'Ecriture sainte et des écrits des S^{ts} Pères ; que tout y exprime la majesté du
« culte de Dieu, la sainteté de la religion et la dignité de l'épiscopat de J.C, et que les ecclésiastiques chargés du soin des âmes, y
« trouveront même un fond riche et abondant pour leur propre édification et pour l'instruction des peuples... »

Cependant, ce bréviaire, dont le premier portait de la capitale parle avec tant d'éloge et qui n'avait été imprimé qu'après avoir passé par le creuset du plus vigoureux examen, parut aux yeux de la prévention un ouvrage rempli d'erreurs et de nouveautés. Le faux zèle enfanta pour le discréditer, des libelles séditieux que le Parlement fit laisser par l'exécuteur de la haute justice. (arrêt du 8 juin 1736) L'archevêque, de son côté, opposa, par le canal du P. Viger et d'autres écrivains également éclairés, à ces libelles des réponses qui ne laissent rien à désirer à ceux qui aiment la vérité ; et, malgré les clameurs du faux zèle, le bréviaire de Paris a eu le suffrage de la plus saine partie du royaume. L'empressement d'un grand nombre d'évêques à l'introduire dans leurs diocèses, en est une preuve décisive.

Outre le travail que le P. Viger a fait pour le Bréviaire de Paris, il a été employé à celui du Nouveau Missel de Paris ; et, s'il avait été moins mal desté, le public aurait profité de bien d'autres fruits de ses veilles. Ses productions étaient si estimées qu'un homme très digne de foi, M. Pujou de Marpas, ex oratorien, de Toulouse, nous a assuré qu'ayant été chargé d'offrir à ce savant oratorien 6000 # des Conférences qu'il avait données à S^{ts} Magloire sur l'Histoire ecclésiastique des huit premiers siècles de l'ère chrétienne, il n'avait pas voulu consentir à céder ses manuscrits

Voir

disant que, de sa vie, on ne verrait imprimer ni son nom, ni ses œuvres.

Le Martyrologe de l'Eglise de Paris est encore un des fruits de sa plume.

Une anecdote digne de remarque nous apprend que le P. Viget étant devenu aveugle quelques années avant sa mort, ne laissait pas pour cela d'assister assidûment aux exercices du choeur de l'Eglise de S. Magloire; qu'il y faisait quelquefois l'office, et que, quand il fallait réciter ou chanter une leçon de matines, il suffisait de lui en rappeler les premiers mots; car il était si bien mémoratif de ce qu'il avait lu dans l'Ecriture St et dans les Pères de l'Eglise, qu'il aurait continué la leçon au-delà du terme ordinaire, si on ne l'avait pas averti qu'il était temps de s'arrêter. On lui doit en grande partie les Breviaires de Vienne et d'Albi.

Adry = Bibliothèque des écrivains de l'Oratoire, t. VI, p. 46. (Bibl. N^{le} fond. fr. 25.686)

François Nicolas Vigier était de Paris. Il a fait longtemps les conférences sur l'Ecriture St à Cours avec un applaudissement général. De là, il fut appelé à S^t Magloire pour y professer l'histoire ecclésiastique de Paris, supérieur de la maison de S^t Magloire, mort au mois d'octobre 1752.

Le Martyrologe de Paris.

Lettre de M^l l'abbé X^{xxx} à un de ses amis, en réponse aux libelles qui ont paru contre le nouveau Breviaire de Paris. ^{1755 in 4} Il a travaillé en effet au Breviaire et au Missel de Paris. ⁽¹⁷⁵⁸⁾ (Il y eut 3 lettres)

(La France littéraire)

Professeur d'histoire ecclésiastique à S^t Magloire, il s'acquitta de cet emploi avec beaucoup de capacité et d'honneur. On a de lui sur cette matière des dissertations fort curieuses et fort savantes, mais toutes mss. Il a fait aussi à Cours les Conférences sur l'histoire ecclésiastique. Il était l'ami intime et comme le théologien du P. Laborde, c'est-à-dire qu'il lui fournissait des matériaux sur les sujets dont il avait besoin. Le P. Bougerel dit qu'on lui attribue quelques ouvrages anonymes.

Je trouve Viger (sic) reçu en 1696. C'est en réalité son vrai nom, qu'il signait toujours ainsi.

Voir: A la bibliothèque d'Auxerre, la correspondance de l'abbé Lebeuf, Auxerre, Perriguet, 1876, 2 vol.

au t. II, p. 84

Mesenguy et Coffin eurent part à la confection du Breviaire et Louis Abraham d'Harcourt

M⁸² Battifol : Histoire du Bréviaire romain, p. 272-274.

Viger (et non Vigier) est l'auteur du Bréviaire de Paris, dit de Virtimille, du nom de l'archevêque qui lui en confia la rédaction. Il fut chargé par l'Évêq^e de Virtimille, archevêque de Paris, de la constitution du nouveau Bréviaire de Paris, lui adjoint deux régents du collège de Beauvais, François de Mesenguy et Charles Coffin, tous deux appelés comme lui. Le Bréviaire parut en 1736 sous le titre de : Breviarium parisiense. Ill. et Rev. in Christo Felici D. D. Caroli Gaspard Guillelmi de Virtimille, e comitibus Massiliae du Luc, Parisiensis archiepiscopi auctoritate et venerabilis quidem Ecclesiae capituli consensu editum. Paris, 1736.

Il devait rester en usage jusqu'à nos jours.

Quand la 1^{re} édition fut épuisée et qu'on parla d'en faire une nouvelle, le Nonce s'adressa au Cardinal de Fleury pour que cette édition fût corrigée conformément aux remarques qui avaient été envoyées de Rome. Cependant Benoît XIV fit savoir au Nonce « de ne point insister sur le mandement de rétractation, ne voulant point que cette demande fût port. au reste, ni rebuter l'É. l'archevêque. » Mais il fit tenir au P. Viger « tout l'écrit qui contenait les corrections que Clément XII avait demandées... sans lui dire que c'était le S^t Siège qui parlait, donnant seulement l'écrit en question pour l'ouvrage d'une personne zélée et qui pourrait fournir des lumières pour une nouvelle édition du Bréviaire. » C'était au commencement de 1743. Mais la longanimité du souverain Pontife ne servit de rien et la 2^e édition du Bréviaire de M. de Virtimille parut sans changement.

Bonardi = Bibliothèque des écrivains de la Cong. de l'Oratoire, Mss. de 1722. p. 841.

Le Père François Nicolas Viger, de Paris. Ce Père et professeur d'histoire ecclésiastique à S. Magloire, employé, dont il s'acquitta avec beaucoup de capacité et de honneur. On a vu de lui des Dissertations fort curieuses et fort savantes sur l'histoire ecclésiastique qu'il fera apparemment imprimer.

Il a fait autrefois à Tours les conférences sur l'histoire ecclésiastique qui y ont toujours été sur le bon pied. Il est l'ami intime de P. de La Borde et comme son théologien. Je veux dire qu'il lui fournit des matériaux sur les différents sujets dont il a besoin.

On lui attribue quelques ouvrages anonymes.

François Nicolas Viger

Fils de feu François Viger, avocat au Parlement et de Catherine Jouet
né à Paris en 1675
Humanités à Chazartin

3 ans de théologie en Sorbonne

Entré à Lyon le 3 octobre 1697

Venu le 31. octobre 1697

1696-1697

Inst.

1697-1698 de l'Institution de Lyon à Juilly pour la 3^e

1698-1699

à Juilly la 3^e

1699-1700

" la 2^e

sept. 1700 sous-diacre

1700-1701

" la Rhétorique

9 mai 1701 Diacre septembre 1701 prêtre

1701-1702

à Cours pour une leçon de poétique et expliquer l'écriture St^e.

1702-1703

" "

faire l'ouverture des conférences fondées par M. Robillard

1703-1704

" "

1704-1705

" "

1705-1706

Le 19 oct 1705 se rendra de Cours à S. Magloire pour y enseigner une leçon de théologie

1706-1707

poétique aux ecclésiastiques du séminaire.

1707-1708

"

1708-1709

"

et économe

1709-1710

"

1710-1711

"

1711-1712

"

1712-1713

"

1713-1714

"

1714-1715

"

1715-1716

"

1716-1717

"

1717-1718

1718-1719

1719-1720

1720-1721

1721-1722

1722-1723

1723-1724

1724-1725

1725-1726

1726-1727

1727-1728

1728-1729

1729-1730

1730-1731

1731-1732

1732-1733

1733-1734

1734-1735

1735-1736

1736-1737

1737-1738

1738-1739

1739-1740

1740-1741

1741-1742

1^{re} édition du Bénévinaire

Musée de Paris publié le 11 mars 1738 (Queranger, p. 375)

1742 - 1743	2 ^e édition du Breviaire	Assistant du R.P. Général
1743 - 1744		"
1744 - 1745	Martyrologe de l'Eglise de Paris	"
1745 - 1746	Supérieur de S. Magloire	"
1747 - 1748	"	"
1748 - 1749	"	"
1749 - 1750		
1750 - 1751		
1751 - 1752		
22 octobre 1752	Mort à S. Magloire, aveugle, âgé de 77 ans et 45 ans à S. Magloire	

Quénard : Le Franc littéraire, Paris, Didot, 1839, t. X, p. 160

Le P. François Nicolas Viger (d'auy Vigier) de Paris, supérieur de la maison de l'Oratoire de S. Magloire, mort au mois d'oct. 1752.

- Lettre (première) de M. l'abbé X^{yy} à un de ses amis en réponse aux libelles qui ont paru contre le nouveau Breviaire de Paris, 1 oct. 1736, in 4

L'auteur a fait paraître une 2^e et une 3^e lettre. Ces 3 réunies forment 75 pages.

- Le Martyrologe de Paris, in 4

- Le Breviaire de Paris 1736, 4 vol in 4 et 4 vol in 12

Il a eu part au Missel de Paris.

- Mandement de M^{gr} l'archevêque de Paris concernant le nouveau Breviaire 17 mai 1736 in 4 de 4 pages chez J. Simon.

- Lettre sur le nouveau Breviaire de Paris imprimé en 1736, in 4 de 11 pages, daté du 25 mars 1736 par le P. Hougnant, jésuite.

- Remontrance ou seconde lettre à M^{gr} l'archevêque de Paris, s.l.n.d, sans nom d'imprimeur in 4^o de 12 pages.

- 3^e lettre sur le nouveau bréviaire de Paris en réponse à son apologiste, imprimé en 1736 - s.p.n.d.
sans nom d'imprimeur, in 4 de 17 pages.
- Lettre (1^{re}) de M. l'abbé X^{xx} à un de ses amis en réponse aux libelles qui ont paru contre le nouveau bréviaire de Paris 1 octobre 1736 in 4 de 21-3 pages, chez J. Simon
- 2^e lettre de M. l'abbé X^{xx} etc 15 oct. 1736 de 21 pages, chez J. Simon
- 3^e lettre de M. l'abbé X^{xx} etc 30 X 1736, in 4 de 36 pages, chez J. Simon

252, RUE SAINT-JACQUES
PARIS-5^e

+ Paris 23-9-46

TÉL. : ODÉON 43-09
C. C. POSTAUX PARIS 505.94

L'ABBÉ EMMANUEL DES GRAVIERS

LICENCIÉ EN DROIT CANONIQUE
VICAIRE A SAINT-JACQUES DU HAUT-PAS

Mon Père

Je fais quelques recherches sur la paroisse parisienne
cette paroisse de l'ancien diocèse de Paris
en 1736. Dans l'ouvrage intitulé par le Père Vigne
qui en est l'auteur. Je me suis permis de vous adresser une
demande quelques renseignements sur ce qui appartenait
à l'abbaye de

A L'EGLISE : LE MERCREDI DE 9 H. A 12 H. ET DE 2 H. A 5 H.
CHEZ LUI : LES MARDI, MERCREDI, VENDREDI DE 6 H. A 7 H.

de l'épiscopat de Saint-Magloire - Pardon. Je salue
vos vœux en gros - long - vos vœux amicaux pour ma
famille ainsi les efforts pour les heures où je vous
séparerai les uns

Il se verra peut-être, mais pas de venir à l'épiscopat
de nos vœux religieux respect

Je suis / par

THE
CATHOLIC UNIVERSITY
OF AMERICA
WASHINGTON D.C. 20064

SCHOOL OF RELIGIOUS STUDIES
LITURGICAL STUDIES PROGRAM
202 635-5481

+ Washington, le 21 avril 1977

R.P. Join-Lambert
16, rue Beethoven
67 Strasbourg

Mon Révérend Père,

Le Père Bouyer m'a gentillemeⁿt donné votre comme quelqu'un qui pourrait m'aider dans mes recherches sur le fameux Bréviaire de Paris (de 1736).

Or, un Oratorien, le Père François-Antoine VIGIER, est dans l'estimation de tous l'auteur de ce breviaire, mais très peu sur lui est connu par les historiens. Le service que je vous demanderais, donc, c'est de me fournir des renseignements sur son curriculum vitae comme je les ai indiqués sur la fiche ci-jointe.

Merci beaucoup par avance de ce coup de main--il me sera très utile pour l'article que j'espere paraîtra dans les EPHEMERIDES LITURGICAE.

Bien fraternellement dans J.-C.,

John Sullivan, ocd

R.P. John Sullivan, ocd-Charge de Cours

*Reponse faite
le 29 Avril 1977*

10

Le bréviaire parisien de 1736 et le Pape Clément XII

Nous avons eu l'occasion de signaler dans notre Histoire du bréviaire romain l'intervention du Saint-Siège dans la publication du fameux bréviaire parisien de M. de Vintimille. Nous sommes en mesure de donner sur cette intervention, jusqu'ici inconnue, les détails les plus précis, grâce aux correspondances inédites que possèdent les archives du ministère des affaires étrangères à Paris. Nous nous bornerons à publier le texte des pièces se rapportant à notre sujet en les accompagnant des éclaircissements indispensables.

Le bréviaire parisien avait été inauguré dans l'usage de Paris le 1^{er} janvier 1736 : il avait été publié par une lettre de l'archevêque, M. de Vintimille, en date du 3 X 1735. L'opposition au nouveau bréviaire avait éclaté publiquement par le pamphlet anonyme intitulé : Lettre sur le nouveau bréviaire de Paris portant la date du 25 mars 1736 et attribué au jésuite Hongnant (ou au sorbonniste Gailhard.) Le pamphlet avait été condamné au Parlement à être lacé et brûlé par arrêt du 8 juin.

Une Remontrance ou seconde lettre à M^{gr} l'archevêque de Paris sans date, fut condamnée de même au Parlement par arrêt du 20 août (Sommeville : Bibl. de la C^{te} de Paris, t. IV (1891) p. 454).

(1) Lettre du duc de Saint-Oignan au ministre, Frascati 21 juillet 1736.

Je ne dois pas, Monsieur, vous laisser ignorer que le nouveau bréviaire de Paris fait beaucoup de bruit à Rome et qu'il en a été remis un exemplaire à l'examen du S^o Office : j'allègue tout ce que je puis de raisons pour empêcher que l'on ne procède contre, sans savoir si ce que je dis convient, attendu que vous ne m'avez encore rien prescrit sur ce sujet. Si j'avais les corrections que l'archevêque de Paris a faites au dit bréviaire, j'espérerais de m'en servir avec utilité.

Sur ces corrections introduites par cantons dans l'édition du bréviaire, sur l'ordre de Vintimille, dans le courant de juillet, voyez Guéranger : Institutions liturgiques, t. II p. 297-298, nous citons l'édition de 1880. Dom Guéranger ignorait que le dit bréviaire eût été référé au S^o Office et toute la négociation dont nous donnons pour la 1^{re} fois la suite. (Corresp. de Rome t. 757, f^o 245)

(2) L'abbé Percari au cardinal Férreo Paris, 6 août 1736

... Quant au nouveau bréviaire de Paris, ces ministres-ci m'ont paru instruits qu'à Rome on pousse à le condamner, et ils m'ont fait sentir qu'ils étaient déjà parvenus à cet égard. Ils m'ont dit que, s'agissant d'un ouvrage fait et examiné avec attention par le commandement de l'archevêque, il fallait se conformer au bien de la précaution avant de prendre aucune résolution ; je protestai que je n'avais aucune commission sur cet article ; et seulement, parce que l'occasion s'en présentait, je dis comme de moi-même, que le S^o Siège avait le droit incontestable d'examiner les bréviaires, attendu que les prières de l'Eglise doivent être conformes aux dogmes de la foi, et quand il s'y trouve des erreurs, le même S^o Siège ne peut ni ne doit les tolérer en aucune manière. A cela M^{gr} le cardinal (Fleury) ne répondit rien, sinon qu'on n'avait pas eu assez de temps pour le revoir et que si on lui communiquait les difficultés et les remarques faites à Rome, il ne manquait pas de les lire sérieusement et en dire son sentiment et M^{gr} l'archevêque, se promettant que ce point ne manquait pas d'exécuter tout ce que Sa S^{te} lui ordonnera. L'affaire n'est essentielle et, dans l'état où se trouvent les choses qui ne sont qu'un très grand danger, n'en vient à la réparation d'un mal aussi grand, sans courir encore de plus grands risques de troubles et il me semble qu'il y faudrait faire attention. (Rome, tome 757, f^o 278. L'original en italien)

(3) Le ministre au duc de Saint-Oignan, Paris, 6 août 1736.

Vous sentez de vous-même, Monsieur, combien il est important qu'il ne soit rien fait au sujet du bréviaire de Paris.

C'est avec toute la peine possible que nous avons su le bruit qu'il a fait et il faut convenir que l'on a poussé bien loin les reproches et les imputations.

Dès que l'on a connu qu'il excitait de l'inquiétude, M^{gr} l'archevêque a été le premier, sur les

Le duc de St Oignan
est ambassadeur de
France à Rome -
Le ministre est
M. de Chauvelin.

Percari, chargé d'affaires
secrét du S^o Siège à Paris
était neveu du cardinal
M. de Percari, mort
en 1757, jadis
secrétaire d'état de Benoît
XIII

Férreo était secrétaire
d'état de Clément XII

conseils de M. le cardinal (Fleury), à le faire examiner, pour y faire toutes les corrections qui seraient nécessaires ou utiles.

L'on connaît les bonnes et droites intentions de ce Prélat. L'on sait toutes les preuves qu'il a données de son zèle pour la religion et pour la plus saine doctrine. Il ne s'abaissera jamais de ces mêmes sentiments et de ces mêmes principes et nous ne pouvons croire qu'il puisse jamais rien paraître de la Cour de Rome qui donne sur cela le moindre soupçon contre lui.

Mais, indépendamment de ce qui peut être personnel à M. l'archevêque de Paris et sur quoi le Roi donnera une très sérieuse attention, vous ne devez pas douter de l'effet que ferait en France une censure, ou quelque chose qui viendrait de Rome contre ce Breviaire.

La Cour de Rome doit être plus que jamais attentive aux démarches que nous attribuerions plutôt encore à de mauvais conseils, comme nous en avons eu l'expérience dans d'autres occasions, qu'au zèle qui paraîtrait l'engager à quelque entreprise.

Croyez-vous, Monsieur, que le Parlement ne regardât pas comme telle, ce que ferait Rome au sujet d'un Breviaire répandu dans un diocèse par l'autorité de l'archevêque?

Et peut-on penser que le Roi, quelques égards qu'il veuille avec raison conserver pour le St Siège, pût se refuser aux justes représentations qui seraient faites à S. M. sur une démarche de la Cour de Rome aussi contraire à nos maximes qu'à l'autorité? Or est-ce dans une occasion où l'on voit le pape se prêter lui-même à chercher après à pu échapper à l'exécution, et se disposer à donner des preuves que, s'il a pu se tromper, il sait le premier montrer qu'il est bien d'avouer qu'il a pu n'être pas correct et reparer ce qu'il aurait pu lui imputer?

C'est dans ce sens que M. le Cardinal lui-même et moi en avons parlé à M. Lercari qui est venu ici, et que nous comptons nous en expliquer avec M. le Nonce qui vient en jours-ci.

C'est aussi de même que vous ne devez pas différer de parler à la Cour où vous êtes, et de prévenir ceux qui peuvent avoir part aux résolutions qui seraient prises.

Le Roi vous autorise à vous en expliquer avec eux dans le même esprit et à ne leur laisser pas ignorer le juste mécontentement où serait S. M. de toute démarche qui se ferait sur cette affaire. Il y a longtemps que le St Siège doit être débarrassé de l'idée que le concert avec le Roi n'est pas nécessaire et plus que jamais en particulier dans les affaires de la Religion.

C'est le seul moyen de procurer le bien, d'affermir la saine doctrine et de procurer à la Religion les avantages qu'il est selon le vœu de S. M. de voir de jour en jour s'affermir et augmenter.

(Rome, T. 757 f° 270)

(4) L'abbé de Camilliac au ministre Rome 10 août 1736

Monsieur,

.... Mais il y a encore dans l'humiliation du Camerlingue un grand avantage d'en tirer, ce serait la paix et la tranquillité dans les affaires du temps; c'est lui seul qui s'en mêle et qui suscite toutes les brouilleries qui déchirent la France, pour les faire tourner ensuite à son avantage.

Il vient de faire mettre au saint office le Breviaire de Paris et a fait nommer 4 personnes, pour l'examiner; il a eu ses vœux et dans l'espérance d'y trouver qq. chose d'équivoque il s'est tenu publiquement que vous, Monsieur, et M. le Cardinal Fleury, seriez trop heureux de compenser cette affaire avec celle des armées. Cependant, pour modifier cette proposition qui n'est que j'avais relevée chez quelques cardinaux, il dit maintenant qu'il consentira à faire ôter les armes du Roi Auguste aux conditions que le Roi de France fera insérer dans le Breviaire de Paris l'office de la Vierge.

(Rome, B 757, f° 360)

(5) Le cardinal Fiesco à Lercari (Rome, 25 août 1736)

Etant à Paris chargé d'affaires pour le service du Saint Père et du St Siège, il n'en pouvait arriver aucune qui intéressât davantage Sa Sainteté que celle du nouveau Breviaire que l'on a dernièrement imprimé pour l'usage du diocèse de Paris. On a donné à M. le Nonce différents ordres à cet égard; mais comme il s'agit de faire ouvrir les yeux à quelqu'un qui n'est point trop trompé sur un point aussi essentiel, (voir mille) Sa Sainteté ne se contente pas des diligences que M. le Nonce pourra faire dans cette occurrence, elle veut y joindre les vôtres, pour réussir plus facilement à faire apercevoir à M. l'archevêque et à la Cour la grande faute dans laquelle ils sont tombés en consentant à la réforme du Breviaire de la manière dont elle a été faite, et afin qu'ils s'appliquent à trouver les moyens d'y remédier. (Rome T. 757 f° 445 en italien)

Le Roi est
Louis XV

Le nonce était alors
M. Crescenzi, depuis
cardinal.

L'abbé de Camilliac
était l'auditeur
français de la Rote

Ce camerlingue est
le cardinal Annibal
Albani.

Il s'agit de la
reconnaissance
d'Auguste III comme
roi de Pologne.

L'office de la Vierge in
Sabbato et le petit
office de la Vierge étaient
au Breviaire parisien
entièrement nouveaux
(Guéranger: Hist.
liturgique, t. II p. 295)

de t
qui
gu

Fleur
mai
a

Fleur
deme
plus
quel
conse

Pabb
attach
fran

Voir:
p.

ent
es
ents
i
se

de traité de Vienne
qui mettait fin à la
guerre de la succession
de Pologne

(6 Percari au cardinal Féraro, Paris, 3 sept. 1736.

Dans une visite que j'e fis, il y a 999 jours à M.^e archevêque, la conversation tomba de nouveau sur les matières du Temp. Il me dit qu'il attendait avec impatience la publication de la paix pour pouvoir tranquillement parler avec M. le Cardinal, afin de former un système pour les choses de la Religion. Solt, il passa de lui-même au bréviaire en question, et il me parut parfaitement instruit de la mauvaise impression qu'il avait faite à Rome dans l'esprit de tout le monde. Il me dit ensuite sur cet article qu'il ne manquait pas de raisons pour justifier sa conduite à cet égard, vu que le dit bréviaire avait été composé sur le plan des autres qui se recitent dans les diocèses de France, et il ajouta qu'en l'examinant attentivement on n'y trouverait point les erreurs dont on le charge, puisqu'en substance la supériorité du siège apostolique, la mort de J.C. pour tous les hommes et autres vérités combattues par les novateurs, s'y lisent en plusieurs endroits du bréviaire, y sont établies et défendues. Il me dit de plus qu'on y a corrigé bien des choses qui n'étaient pas bonnes et pouvaient avoir différentes interprétations. A peine eut-il fini ce discours qu'il survint d'autres personnes; c'est pourquoi je ne fus pas le maître de lui répondre ce que j'aurais voulu pour l'éclaircir, ou au moins pour l'engager à en faire un plus scrupuleux examen par lui-même; car je sais certainement qu'il ne parle que d'après les personnes à qui il se confie entièrement.

Quant aux affaires de la religion de ce royaume dont j'ai parlé à Votre Eminence, je croirais convenable qu'on différât toute résolution jusqu'à ce que j'eusse tiré qq. éclaircissement des conférences particulières que je dois avoir à cet égard avec M. le Cardinal. Cet article mérite les plus sérieuses réflexions, comme le dit fort bien Votre Eminence, ces les mêmes remèdes appliqués sans les précautions nécessaires, ne servent qu'à augmenter le mal. Nous en avons l'exemple dans les résolutions mêmes prises par cette Cour pour punir plusieurs jansénistes, en les envoyant en exil pour purger la capitale; et par la suite on a vu que ce parti pris a été très pernicieux, parce qu'au moyen de ces exils l'erreur s'est répandue dans quelques provinces qui étaient auparavant entièrement catholiques.

(Rome, G. 757, fo 457 en italien.)

Fleury avait une
maison de campagne
à My

Fleury avait donc
demandé des corrections
plus sévères que celles
que l'arch. avait
consenties en juillet

(7 Percari au cardinal Féraro, Paris 9 septembre 1736.

M. le cardinal a été deux jours à My la semaine dernière, mais il n'y avait personne, à ce que l'on m'a dit. Il y est revenu et demain je lui enverrai un billet pour avoir la permission de l'y aller trouver. Je me contenterai suivant ce que Votre Eminence m'a fait l'honneur de me le mander par rapport au bréviaire. J'espère qu'il se confirmera dans l'opinion où il était de le faire corriger.

Je supplie Votre Eminence que, dans les lettres que l'on écrit de la Secrétairerie d'Etat à notre ami le Nonce, l'on n'y mette pas le moindre mot qui puisse lui faire naître l'idée que je puisse avoir aucune commission par rapport aux affaires présentes, parce qu'alors je ne pourrais plus rien faire; c'est un bon homme, mais soupçonneux.

(Rome, G. 757, fo 427)

Nous lisons dans une lettre privée (M. id. fo 442) adressée par l'abbé Bouget, un prêtre français sans mission officielle résidant à Rome, à l'archevêque d'Embrun, de Tencein le 23 août 1736: « L'affaire du misérable bréviaire s'échauffe: les plus modérés nous taxent de hérésie, d'athéisme, de mauvaise foi et pire doctrine. »

l'abbé Certain était
attaché à l'ambassade
française à Rome.

(8 L'abbé Certain au ministre, Rome, 5 octobre 1736.

Vous n'avez point ignoré, monsieur, le soulèvement général que le nouveau bréviaire de Paris a excité dans ce pays-ci. Très peu de gens cependant l'ont vu, car je puis assurer que, pendant longtemps, et surtout dans le fort de l'orage, il n'y en a pas eu plus de 3 ou 4 exemplaires dans Rome. Tout le monde pourtant a crié contre, les uns échauffés par les relations outrées et fausses et par les peintures ou plutôt caricatures qu'on s'est venues de France (permettre ce terme italien fort expressif), les autres par la lecture des lettres à M. l'archevêque qui ont été condamnées par le Parlement et dont on a traduit la première en italien pour la faire lire à tout le monde; le plus grand nombre par la prévention où on est ici contre tout ce qui part de France en matière de religion, prévention prise premièrement d'après nos maximes que Rome ne peut jamais se laisser l'imprimer, et confirmée par les erreurs des derniers temps, qui, à la vérité, n'ont été que trop répandues et qui n'ont gagné que trop de terrain dans le royaume. On a rendu justice à M. l'Arch. de Paris sur la droiture de ses intentions et sur la pureté de ses sentiments; mais, à vous dire vrai, on ne lui passe point d'avoir donné son bréviaire dans un temps de trouble et dans des circonstances aussi critiques que celles où se trouve Paris, en particulier sur le point de la religion. On lui passe encore moins d'avoir choisi des ouvriers non seulement suspects, mais appelants et réappelants, tels que le sieur Coffin qui a

Voir: Guéranger
p. 251 et suiv.

fait une grande partie des hymnes. Les corrections que M. l'Archevêque s'est cru obligé de faire à son bréviaire, en y faisant mettre des cartons, forment encore un préjugé très fort au moins contre la 1^{re} édition. Joignez à cela les retranchements et les changements affectés qu'on ne peut méconnaître dans le plan de l'office nouveau et surtout le triomphe des jansénistes d'une part, leur engrenement à en enlever les premiers exemplaires et le cri des Constitutionnaires zélés, de l'autre, vous conviendrez que sans entrer dans le fond du bréviaire, il n'est pas étonnant que les personnes les plus modérées aient été frappées de ces préjugés. On a donc cru devoir faire examiner l'ouvrage et on l'a mis en effet entre les mains de 4 qualificateurs pour en faire leur rapport. Comme les affaires du Saint-Office sont tenues fort secrètes, je ne puis pas assurer que le rapport ait été fait, et encore moins comment il l'a été, et l'effet qu'il a produit. Ce que je sais de bon lieu, c'est qu'on est contenu assez généralement parmi les cardinaux et consultants du Saint-Office qu'on ne trouve point d'erreurs dans le nouveau bréviaire, et qu'ainsi il ne paraissait point jusqu'à présent de matière suffisante à condamnation. Je dis condamnation et non pas suppression, car, pour supprimer un ouvrage, il n'est pas toujours nécessaire qu'il y trouve des erreurs : on peut raisonnablement le supprimer par beaucoup d'autres raisons ; mais il n'est pas même question à présent de suppression du bréviaire.

L'affaire a été interrompue et comme éclipée par les grands objets politiques des deux consistoires et de l'enlèvement des armes du roi de Pologne, aussi bien que de la retraite de M. l'Ambassadeur, lesquels ont formé une nouvelle scène qui a été rapidement saisie par nos Romains, toujours avides de théâtres nouveaux, de pièces, d'acteurs et de décorations nouvelles. A présent que ce spectacle est fini pour eux, il est à craindre qu'ils ne reviennent au bréviaire. Cette crainte est fondée sur la fermentation qui continue en France à cet égard, sur les instances et les sollicitations continuelles qui en viennent de la part de ceux qui se sont déclarés contre l'ouvrage, et sur les déclamations outrées de quelques Français qui sont ici, qui ne sont occupés qu'à jeter de l'huile sur le feu. Cependant, malgré ces justes motifs de crainte, on m'a donné lieu de croire que Rome n'ira pas plus en avant sur cette affaire et qu'on pourra se borner aux indulgences qui ont été accordées à M. de Marseille pour tous ceux qui réciteront l'Ave Maria stella, tel qu'il se trouve dans le bréviaire romain, sans passer outre et sans toucher au bréviaire. Je crois que M. de Marseille (Belzunce) aurait pu épargner cette mortification à M. l'Archevêque de Paris. Le mandement de ce Prélat pour la publication de ces indulgences ne peut faire aucun bien et peut faire beaucoup de mal. Il ne déterminera certainement pas M. l'Archevêque à abandonner son bréviaire ; il n'empêchera pas qu'on en continue l'usage à Paris. Quel effet aura-t-il donc ? D'entretenir les personnes mal intentionnées dans leurs préventions, de les enlever à de nouvelles entreprises contre leur pasteur en se voyant protégés par un prélat respectable, de fomenter la division et de faire triompher les jansénistes qui ne souhaitent rien tant que la division des évêques. Est-il possible que des prélats qui aiment l'Eglise et qui connaissent les artifices de ses ennemis, ne voient pas qu'en se faisant la guerre, ils s'affaiblissent et relèvent infiniment les ennemis communs de l'Eglise et de leurs personnes ?

Le Camerlingue (cardinal Albani) a été le principal auteur dans l'affaire du bréviaire. Il avait dressé 3 batteries à la fois, c'est-à-dire en même temps et contre le bréviaire et contre la suppression de quelques vigiles et de 999 fêtes, qu'il se plaignait d'avoir été faite par nos évêques sans aucune autorité, prétendant qu'on ne peut introduire de nouveaux bréviaires, ni supprimer des fêtes sans le consentement du Pape. Il avait abusé de l'ignorance de plusieurs personnages zélés pour l'autorité du Saint-Siège et les avait fort échauffés en leur faisant entendre que nos évêques avaient attenté et attentaient tous les jours aux droits du Pape. J'en fus averti et je fis un petit écrit anonyme dans lequel je démontrerais et le droit et la possession dans laquelle étaient nos évêques de temps immémorial de statuer sur les points de discipline en question de leur propre autorité et sans avoir recours au S^t Siège ; je fis voir de plus que cet usage ne nous était point particulier, mais au contraire commun avec les Eglises d'Allemagne et beaucoup d'autres. Je fis courir cet écrit chez des cardinaux sur lesquels il fit une impression admirable, de manière qu'on n'a plus révoqué en doute depuis le droit des évêques sur les points en question. M. l'Ambassadeur n'en a jamais rien su, parce que tout lui fait peur jusqu'à son ombre. Ce petit écrit n'eut pas seulement pour effet de capotiser les zélés, mais il modéra encore leur vivacité. Par rapport au bréviaire en lui-même, finissons cette longue lettre par une réflexion qui me paraît bien importante. Le Camerlingue nous a fait plus de mal qu'on ne pense à l'occasion

Il s'agit là, dans le style
du temps, des prêtres
« bouffes » militant
contre le jansénisme

du bréviaire, en répandant partout et faisant débit par ses émissaires que la France était aujourd'hui généralement infectée d'hérésie, que les évêques qui paraissent les plus orthodoxes, tels que l'arch. de Paris, commencent à protéger hautement l'erreur. Ces discours passent jusqu'au peuple, auquel nous devons odieux par ces fausses imputations. Les personnes même les plus raisonnables et les plus sages en sont ébranlées, d'autant plus que ces discours sont soutenus et continués et confirmés par les portraits affreux, que nos brûlots de France envoient ici de temps en temps, de la prétendue contagion qui a gagné tout le royaume. Ces faux zèles par leurs descriptions outrées faisant le mal beaucoup plus grand et plus étendu qu'il n'est en effet, servent sans le vouloir des ennemis du roi et de la nation, qui ne manquent pas de se prévaloir et de tirer avantage de leurs fausses relations pour nous discréditer dans ce pays-ci. Vous ne pouvez imaginer le tort et le préjudice que cette mauvaise opinion de la foi des Français apporte aux affaires et au service de Sa Majesté et même à celle des particuliers dans les occasions. Si, par exemple, on présente un Français pour missionnaire à la Propagande, on voit d'abord de l'embarras dans les cardinaux qui se disent les uns aux autres : Cet homme est français, il faut bien prendre garde : il faut voir, il faut examiner, ces gens là sont suspects. Et ainsi il arrive que par la malice et par l'imposture de nos ennemis, soutenus par le faux zèle de nos propres nationaux, qui, à la vérité, ont des vues différentes, mais peut-être aussi dangereuses pour l'état, telle qu'est celle d'engager le S. Siège à en venir aux dernières extrémités, il arrive, dis-je, que la nation du monde qui devrait être la plus distinguée à Rome par sa capacité, son attachement et ses services rendus au S. Siège, y a pourtant moins de considération que les autres, et se trouve presque toujours dans la triste nécessité d'y faire son apologie en fait de religion.

Commençons par ruiner le Camerlingue et pas le mettre hors d'état de nous nuire.

(Rome, G. 761, f^o 78-83)

(9^e Le ministre au duc de S^t Aignan 23 oct. 1756

Il nous est revenu, Monsieur, que l'affaire du bréviaire de Paris se ravivait à Rome ; que l'on en pressait l'examen pour être en état de faire qq. démarche, à moins que l'archevêque de Paris ne la prévint (dit-on) par une suspension qu'il ordonnerait de ce bréviaire.

Il n'y a nulle sorte d'apparence que M. l'arch. puisse et puisse prendre ce parti qui serait sa condamnation dans une chose sur laquelle il soutient n'en avoir aucune à se faire, ni à craindre, surtout en poussant les précautions jusqu'où elles peuvent aller, en corrigeant par des cartons dans les exemplaires mêmes qui seront distribués ce qui a pu faire qq. peine, quoique il fût persuadé que ces changements ne fussent pas nécessaires.

Vous savez, Monsieur, comme je me suis expliqué (lettre du 6 août) de la part du roi sur ce qu'il y aurait à craindre et qui ne pourrait éviter, si la Cour de Rome se portait à quelque démarche d'édit que les droits de l'Eglise de France et ceux de l'Episcopat ne pourraient tolérer.

Vous m'avez mandé, il y a qq. temps, que nous devions être sur cela tranquilles et M. de Nonce ne s'en cache pas, on pourrait même dire, nous l'annoncer, que la Cour de Rome veut se porter à agir contre ce bréviaire ; vous voyez donc, Monsieur, redoubler d'attention et faire ce qui conviendra pour prévenir ce que sur cela l'on croirait pouvoir entreprendre.

Nous avons lieu de croire le feu soufflé par le cardinal Fincas ; vous connaissez et nous ne pouvons douter de ses dispositions et de ses sentiments contre nous. Serait-il capable de les porter jusqu'à mettre la division et le feu qu'exciterait une pareille démarche si contraire au bien de la religion et de la sainte doctrine ?

Vous sentez quels avantages ils tireraient d'une résolution prise à Rome, qui forcerait les évêques de se déclarer contre ce que cette Cour aurait fait parce que les droits de l'Eglise de France et ceux de l'Episcopat seraient attaqués. Quel triomphe pour les ennemis de l'Eglise ! Que les Parlements ne se croiraient-ils pas en droit de faire et quelle bonne raison de les en empêcher ! Vous êtes trop éclairé pour n'être pas pénétré du danger de toutes les suites malheureuses qu'une première démarche de la Cour de Rome entraînerait. Parlez-en, Monsieur, au plus tôt et très sérieusement à qui vous jugerez à propos, et surtout à M. le cardinal Corsini. C'est une occasion où nous devons d'autant plus attendre de ses dispositions pour la France, que les véritables intérêts des deux cours sur cela sont communs, puisqu'il s'agit réellement du bien et de la conservation de la Religion, pour laquelle l'union entre le sacerdoce et l'Empire est plus nécessaire que jamais, aussi bien que le concert le plus intime dans ce qui compose en France le bon parti, pour résister aux attaques des ennemis de l'Eglise.

Corsini était nouveau
du Pape

Clement XII avait 85 ans, souffrait de violentes attaques de goutte, était presque aveugle

C'est le cas, Monsieur, où vous ne devriez pas hésiter de parler même, si c'est le fallait, au S^t Père. Nous nous disons sur cela le peu qu'il y a à espérer du S^t Père, vu l'état où il est; mais si M. le Cardinal Corsini est dans de bonnes intentions pour prévenir ce funeste état, il doit lui-même vous engager à cette démarche auprès de Sa Sainteté, afin d'être plus en état de vous aider et de parler au nom du Saint Père et d'après ce que Sa Sainteté aurait pu vous dire.

Le Roi est convaincu que, dans une occasion aussi importante, vous y mettez la prudence et la fermeté nécessaires. En vérité, le Roi vient encore de donner une assez grande preuve de sa modération et de son désir de conserver union et intelligence avec la Cour de Rome, pour qu'elle entre de son côté dans ces mêmes vues et qu'elle en donne des preuves dans ces circonstances, surtout (comme vous ne pouvez trop le répéter) où le bien de l'Eglise et celui de la religion sont si fortement intéressés.

C'est dans ces principes que vous pouvez être assuré, Monsieur, que nous parlerons à M. le Nonce et même à M. Mercari; et tout ce qui pourrait être mandé d'ailleurs, serait contraire à ce que vous pouvez être convaincu qu'il leur sera dit.

Personne n'avait parlé encore de cet examen ordonné par Fleury.

Je vous confie, mais pour vous seul, Monsieur, que nous ne laissons pas de faire examiner ce bréviaire par d'habiles gens et bien intentionnés, mais dans le plus grand secret pour ménager l'honneur de M. l'archevêque de Paris et que jusqu'ici on n'avait rien trouvé qui blessât la substance de la foi.

En un mot, une condamnation de Rome ne pourrait être que funeste à la Religion; tout au plus, on pourrait consentir que les remarques faites à Rome nous fussent envoyées dans le plus grand secret et nous y aurions égard de concert même avec M. de Paris.

(Rome T. 758, f^o 323)

(10. Le ministre au duc de S^t Siquan, 4 X 1736.

Je vous remercie, Monsieur, des éclaircissements que vous me donnez sur ce qui se passe au sujet du nouveau bréviaire de Paris. Je me fais un devoir de vous informer de tout ce que j'apprends; c'est à vous de régler ensuite le poids qu'il doit avoir et l'usage que vous en devez faire.

Je vois avec plaisir que vous nous rassurez sur les craintes que nous avions et que l'ouvrage anonyme a produit un bon effet: on le continuera. Ce sera un grand bien si, comme vous l'espérez, vous pouvez avoir communication des observations que l'on aura pu faire sur le bréviaire. Si on y aura tous les égards qui seront possibles, surtout si cela nous vient par des voies aussi secrètes.

Il ne sera assurément, Monsieur, Fleury aucun discours de notre part qui puisse traverser l'utilité de vos démarches. Nous ne pouvons répondre des propos que peuvent tenir et mander des esprits inquiets et brouillons dont tout l'objet est de mettre de la division entre la Cour de Rome et nous et contre lesquels cette Cour ne peut trop se précautionner pour le bien de la religion.

Nous sommes bien persuadés que le cardinal Firrao ne vous a marqué que de la prudence et de la modération; mais des propos si différents de ce que M. le Nonce nous a fait voir qu'il lui écrit, ne nous prouvent que de plus on plus combien nous devons peu nous fier à lui. Ce dernier fait et cette dernière réflexion sont pour vous seul. Il ne faut point commettre M. le Nonce

(Rome, B. 759, f^o 93)

Ce billet anonyme accompagnait la lettre de S^t Siquan du 22 X. L'Eminece doit être le cardinal Ottoboni

(11 Extrait d'une lettre écrite de Rome en date du 21 X 1736.

J'ai tout le plaisir possible de pouvoir donner à Votre Eminence une très heureuse nouvelle. Votre Eminence ayant été informée par moi-même de toutes les raisons et motifs pour lesquels il ne convient point d'exécuter la réforme du bréviaire, attendu particulièrement la déclaration de l'intention de Sa Majesté signifiée à votre Em. par rapport à la correction et à la réformation du même bréviaire, elle est demeurée très persuadée que cette affaire de religion doit se régler par les maximes de prudence que Votre Eminence a essayé de mettre dans un si bon jour et de faire aussi comprendre à mon court entendement. Je m'expliquerai de vive voix à Votre Eminence plus distinctement. Cependant elle peut demeurer assurée que l'on n'innovera rien; mais il sera bon de renouveler les démarches qu'elle a déjà faites.

Je ferai avec d'autres le peu qui me sera permis pour servir Votre Eminence à l'avantage de la Religion et à la tranquillité du royaume qui sont également inséparables

(Rome, B. 759, f^o 278, en italien)

Il suit de là qu'un projet de suppression était nê et que l'exécution en fut arrêtée par la lettre de Chauvelin du 28 octobre

C'est de
aide p
Ottob.
a

Voix. g

(12 Le duc de Saint Signan au ministre, Rome, 22^{ème} 1736.

Il n'est pas possible de se refuser, Monsieur, à l'évidence des preuves que vous avez du peu de foi que l'on doit ajouter aux discours que l'on me tient; je n'userai de ce que vous voulez bien me confier sur ce sujet que pour redoubler de précaution afin de ne pas me laisser tromper, mais le peu de crédit que je connais au personnage en question, joint à ces premiers indices, que je vais tâcher de perfectionner, et dont je vous parle sans le compte que je vous rends du nouvel orage excité contre le bréviaire, tout cela me fait connaître qu'il faut que le feu soit soufflé d'ailleurs; ce n'est point certainement des propos qui nous reviendront de votre part que je puis être en peine: je le suis de ceux dont l'unique objet sera de procurer une discussion utile aux ennemis de l'Eglise et ne suis pas sans appréhension non plus de ce qui peut échapper ici à l'indiscrétion et à la légèreté: le cardinal Ottoboni étant à portée de nous rendre dans ces occasions de bons offices, ainsi que vous verrez qu'il vient de faire, je vous supplie avec toute sorte d'instances de vouloir bien envoyer chercher son agent, que je sais qui a eu ordre de ne se présenter que lorsqu'on l'appellerait, et de lui faire ses reproches obligants sur le temps que vous avez été sans le voir.

(Rome, G. 759, f. 285)

(13 Le ministre au duc de St Signan, 8 janvier 1737.

Celle-ci répond, Monsieur, à vos deux lettres particulières. Je ne doute nullement de l'étonnement que vous a causé le changement prompt et subit qui est arrivé à la cour de Rome à l'occasion du bréviaire. Je vous avais fait part de la nécessité qu'il y avait d'empêcher tout cela et des risques que couvrirait le bon parti, si les esprits turbulents trouvaient par là le moyen de le diviser. Vous l'avez senti, Monsieur et vous l'avez exposé.

Il est bien heureux que vous ayez pu prévenir ce que l'on se proposait de faire. Nous aurions eu double sujet de nous plaindre et de ce que l'on aurait fait, et de la manière furtive dont on se serait conduit.

Vous étiez plus en état que nous de juger quelle voie il était à propos d'employer; elle que vous avez suivie, paraît avoir réussi, et il est un effet plus heureux, si cela se soutient, de n'avoir employé que ce que vous avez mis en usage.

Le Roi voit avec satisfaction toute l'attention que vous donnez à une affaire qui le touche d'autant plus qu'elle intéresse la paix de l'Eglise et le bien de la religion. Sa Majesté en est si convaincue qu'elle vous autorise de nouveau, au cas que cela soit nécessaire, d'en parler dans les termes les plus forts et les plus décidés. Elle peut d'autant plus exiger le silence sur cette affaire, qu'elle veut bien, comme vous l'avez dit, se porter à disposer de l'Arche de Paris aux changements qui pourraient en effet être nécessaires.

Nous nous en expliquerons de même ici avec M. le Nonce; nous ne lui laisserons aucun doute sur le mécontentement que le Roi aurait de toutes les démarches qui pourraient être faites par la cour de Rome sans être concertées avec Sa Majesté et le Saint Siège aurait à s'imputer toutes les suites qui ne pourraient qu'être contraires à son autorité et à la religion.

Il serait fort à souhaiter que vous pussiez découvrir ceux qui excitent de pareilles démarches. Ce sont certainement des ennemis de la France et même de la religion.

Non seulement ce qui vient d'éclater, mais bien des choses qui sont venues à ma connaissance, confirment les soupçons que nous avions contre la bonne foi de la personne qui nous était suspecte. Il n'y a qu'à louer le zèle du cardinal Ottoboni et le remercier. Je ferai avec son agent ce que vous désirez, lorsqu'il sera de retour de la campagne, où il est encore pour 99. temps.

(Rome, G. 759, f. 295)

(14 L'abbé Certain au ministre, Rome, 11 janvier 1737

Le nouveau Missel de Troyes, Monsieur, commence à faire ici grand bruit, et par la mauvaise idée qu'on en a conçue d'après les lettres de France et parce qu'il part d'un évêque noté sur la doctrine (Jacques Buisson Bossuet, neveu) et parce qu'il vient à la suite du bréviaire de Paris et enfin parce qu'on ne croit pas avec raison pouvoir être trop en garde contre tout ce qui porte le caractère de nouveauté en matière de liturgie. La foi des chrétiens se réglant sur les prières de l'Eglise suivant la maxime du

Voix. Guéranger
p. 141 et suiv.

Pape S^t Célestin : Les supplicandi legem statuit credendi, il est à craindre que les changements qui s'introduisent dans les prières publiques et surtout dans la liturgie, n'influent sur la foi et ne l'altèrent en quelque chose. Ainsi les attentions du S. Siège, ses alarmes, ses plaintes sont très bien fondées et très louables. Je ne suis point instruit du détail du nouveau missel, ni en particulier des changements qu'on lui impute. Je ne sais point non plus les intentions de notre cour, ni les résolutions qu'elle prendra, ou les ordres qu'elle donnera à M. l'ambassadeur sur cette affaire; aussi je suspends mon jugement et toute action jusqu'à ce que je sois instruit à tous ces égards. En attendant je crois pouvoir vous dire que pour peu que M. de Troyes vous ait donné prise sur lui par son missel, il ne peut point se flatter au moins par lui-même d'être épargné par cette Cour, qu'il a piquée en plusieurs occasions et qui connaît parfaitement ses sentiments. — J'observe en second lieu que malgré la différence connue qui est entre M. de Paris et M. de Troyes à tous égards, et en particulier par rapport à la doctrine et à la pureté des intentions, il est pourtant à craindre que le missel de Troyes ne fasse tort au bréviaire de Paris, en donnant occasion à ceux qui en sollicitent la censure d'insister avec plus de vivacité sur la nécessité d'arrêter les progrès des nouveautés qui s'introduisent en France et de faire valoir l'exemple du missel de Troyes en faisant entendre que l'impunité du bréviaire a embardi M. de Troyes à donner son missel et par conséquent qu'il est essentiel de n'épargner ni l'un ni l'autre, tant pour réprimer la licence que pour éviter le reproche de l'acception des personnes et de la partialité.

D'un autre côté, M. l'Arch. de Paris pourra peut-être profiter et tirer parti du missel de Troyes sans même y penser et sans le vouloir, parce que son bréviaire ayant été bien défendu et justifié et le S. Siège voulant cependant faire un exemple capable d'enfermer les innovations dans les prières de l'Eglise, pourrait tomber sur le missel et le rendre, pour ainsi dire, la victime d'expiation. Cette affaire de missel a, comme vous voyez, plusieurs faces, et susceptible de plusieurs tours et peut opérer des effets différents; mais tout cela est pure conjecture, dont j'ai cru cependant devoir vous faire part.

Ce qu'il y a de certain sur le bréviaire de Paris pour le présent, c'est que Messieurs les Cardinaux du S^t Office les plus éclairés et les plus capables sont très convaincus de la catholicité du bréviaire, de la fausseté des accusations qui ont été formées contre, de l'insubstance des reproches qu'on lui a faits et de l'injustice qu'il y aurait à le flétrir. Je sais, à n'en pouvoir douter, que M^{rs} les Cardinaux Forzja et Gotti ont fait un travail immense sur le bréviaire pour le mettre en état de le défendre et de le justifier pleinement. Je sais par les théologiens de Messieurs les Cardinaux Corsini et Gentile que ces Eminences pensent de même et sont également bien disposés en faveur du bréviaire. Il y en a encore plusieurs autres que je crois dans les mêmes sentiments, mais dont je ne puis pas répondre avec la même confiance. Il est vrai aussi que le Camerlingue et l'Ormeu ont déclaré du bréviaire, car il s'est donné la peine de traduire lui-même en italien la première lettre qui fut faite contre et de la répandre dans le public, non par zèle certainement, mais uniquement dans l'aveu d'exister de nouveaux troubles en France. Cet ormeu est quistant en vérité par le nombre de ses créatures et par la confusion dans laquelle il les tient; mais je ne laisse pas d'espérer que l'innocence triomphera de ses artifices.

Une seule chose me fait peine, c'est qu'on m'a assuré que 999 théologiens avaient donné leur avis tendant à la censure. Je tiens ce fait d'assez bon lieu. S'il est vrai, ce sera le second tour de la consultation des théologiens sur le serment des Polonais et le Camerlingue aura constamment dicté l'avis. Mais j'ai assez de confiance dans les lumières et la capacité de Messieurs les Cardinaux Forzja et Gotti pour croire que l'avis de ces théologiens sera bien réfuté et ne sera point suivi. Après tout, le jugement des hommes est incertain. Le temps nous instruira.

(Rome, 6. 767, fo 8-11)

(15) P^r Abbé Certain au ministre, Rome 28 mars 1737.

La 3^e lettre apologétique du bréviaire de Paris a été fort bien reçue ici. Elle touche le point le plus critique et le plus intéressant pour cette Cour, j'entends la Primauté du Pape et les apanages qui y sont attachés. On attendait cette partie de l'apologie avec empressement, parce que 999 personnes avaient été extrêmement frappées des reproches faits au nouveau bréviaire, comme si on n'y eût proposé d'affaiblir les prérogatives du S. Siège. Je n'ai paru qu'on était au mieux revenu des préventions qu'on avait prises sur ce point. Les deux premières lettres avaient justifié le bréviaire sur le dogme de l'universalité de la mort de N^s pour tous les hommes et sur le culte de la S^t Vierge. Ainsi, autant que j'en puis juger par les discours soit de M^{rs} les cardinaux de la Congrégation, soit de ceux qui les approchent de plus près, c'est aujourd'hui sur les hymnes du saint Coffin qu'on touche principalement, parce qu'on ne peut pas se persuader qu'il n'y ait un venin caché dans l'ouvrage d'un appelant. A vous dire vrai,

Elle avait paru le
30 X 1736
Guéranger, p. 314

le préjugé est très fort, et je suis toujours étonné que le Conseil de M. l'Archevêque n'en ait point été frappé. Le Cardinal Corsini m'attaqua lundi dernier sur ce point, à la conversation de M. le Duc Corsini, son neveu, et s'échappa beaucoup en me disant qu'il ne comprenait pas qu'on eût retranché des hymnes de S^t Ambroise pour y substituer celles d'un appelant. Je convins d'abord de bonne foi avec Son Eminence qu'on aurait mieux fait de choisir un auteur non suspect pour la composition des hymnes, mais je le priai en même temps de considérer que la justice demandait qu'on jugât une pièce par elle-même et non pas précisément par son auteur; que les expressions, qui avaient paru trop dures et trop fortes dans ces hymnes, se trouvaient les mêmes dans celles de S^t Paul, lesquelles avaient été adoptées et étaient encore en usage dans plusieurs diocèses non suspects; que les théologiens les plus capables de Rome n'y trouvaient rien de répréhensible; que ce n'était pas d'aujourd'hui qu'on prenait la liberté de substituer des nouvelles hymnes aux anciennes, même des saints Pères; que cet usage était non seulement reçu en France, mais dans beaucoup d'autres Eglises; qu'il était autorisé par l'usage d'Urban VIII et qu'il n'avait rien que de louable, surtout quand les nouvelles hymnes rendaient bien l'esprit de l'Eglise dans les fêtes, étaient d'un style noble et poétique, capable de toucher les fidèles et de leur donner une juste idée de nos mystères. M. le Cardinal Corsini, après m'avoir entendu, me dit en me quittant: « On a déjà mis des cartons au bréviaire, on pourra bien en mettre encore. » Son Eminence, en prononçant ces paroles, joignit le gouverneur de Rome sans me laisser le temps de lui répondre.

Je conclus de ce discours:

- (1) que Rome ne touchera pas au bréviaire et que le pis qui puisse arriver sera que M. l'archevêque soit prié d'y ajouter encore des nouveaux cartons de lui-même et sans qu'il paraisse y avoir été forcé.
- (2) Comme M. le Cardinal ne s'est élevé que contre les hymnes, il y a lieu de se flatter que, si les cartons ont lieu, ils ne tomberont que sur cette partie;
- (3) quoiqu'il y ait longtemps que la Congrégation a cette idée de faire mettre de nouveaux cartons par M. l'archevêque à son bréviaire, comme j'ai eu l'honneur de vous le mander plus d'une fois, j'espère pourtant que nous tâcherons au moins d'obtenir que l'exécution en soit renvoyée à son successeur. Ce serait toujours beaucoup gagner et pour ainsi dire gagner la partie; peut-être même aurons-nous mieux; mais je n'ose pas le promettre.

Rome, 6. 767, f. 93-95.

(16 L'abbé Certain au Ministre, Rome, 7 juin 1737)

La dernière lettre qui parut, il y a qq temps à Paris, contre le nouveau bréviaire, a donné occasion de réveiller cette affaire qui était entièrement assoupie. On a donné commission à de nouveaux théologiens d'examiner encore le bréviaire et l'apologie qui en a été faite et d'en donner leur avis; ainsi le voilà remis sur la sellette; mais j'ai lieu d'espérer qu'il en sortira aussi honorablement que par le passé, parce que je vois qu'on est assez généralement persuadé de son innocence pour le présent. La nouvelle commission, qu'on vient d'établir, est un pur effet de complaisance pour des personnes, soit de France, soit de Rome, qui se sont déclarées frontalement contre le bréviaire, qui ne cessent de crier contre et d'exagérer le triomphe et les prétendus avantages des jansénistes à cette occasion. Ces ennemis du bréviaire ne veulent pas paraître avoir fait une fausse levée de boucliers; ainsi ils continuent la persécution pour tâcher d'obtenir du S^t Siège qq chose qui justifie leur zèle aux yeux du public, et qui prouve qu'ils n'ont point eu tort de s'élever comme ils ont fait. C'est dans cette vue qu'ils suivent et demandent avec vivacité l'exécution du projet qu'on avait ici d'engager M. l'archevêque d'ajouter de nouveaux cartons à son bréviaire. Il faudra voir quel sera le fruit et le résultat de l'examen des nouveaux théologiens. Pour moi, en attendant, je me flatte que le projet en question n'aura pas lieu et que l'affaire, traînant en longueur, tombera d'elle-même.

(Rome, 6. 767, f. 181. 182.)

(17 L'abbé Certain au Ministre Rome 2 août 1737)

Le mandement de l'archevêque de Sens contre le nouveau missel de Troyes (Laquet et Bossuet) a été fort bien reçu ici. On y a extrêmement loué le zèle, la solidité et la force avec lesquels il combat les nouveautés introduites par l'évêque de Troyes. Mais on ne pense pas de même de la conduite qu'il a tenue à l'égard des chanoines de cette cathédrale sur lesquels il paraît qu'il a exercé une juridiction immédiate au préjudice des droits de l'ordinaire et contre la disposition des Canons.

Le mandement de ce prélat a réveillé ici l'affaire du missel, qui, après avoir fait beaucoup de bruit, dans sa naissance, comme j'ai eu l'honneur de vous le mander dans son temps, paraissait entièrement étouffée. On a donné commission à des théologiens de l'examiner et d'en faire leur rapport à la

Congrégation du St Office. L'évêque de Troyes étant suspect dans la doctrine et noté dans cette cour comme fauteur des erreurs des derniers temps et de leurs partisans, n'y sera certainement point épargné, pour peu qu'il soit trouvé répréhensible et censurable. D'ailleurs, toute affaire concernant les Missels est une matière infiniment délicate, sur laquelle l'exactitude doit aller jusqu'au scrupule, parce que les missels renferment la liturgie qui est une chose sacrée. Les moindres changements sur ce point ne doivent point être permis à cause des conséquences fâcheuses qu'ils peuvent avoir, attendu que les prières de l'Eglise et surtout celles qui forment la liturgie, sont la règle de la foi des fidèles suivant le témoignage d'un grand Pape. Aussi on remarque que la liturgie n'a souffert en France aucune altération depuis Charlemagne qui la reçut du Pape Adrien.

Les cardinaux du saint Office, qui ont lu le nouveau Missel, prétendent n'y avoir trouvé aucun changement qui méritât censure. Que le prêtre, qui chante la grand'messe, disent-ils, soit dispensé de réciter l'Introit, le Kyrie, le Gloria, le Credo et tout ce qui est chanté par le chœur, qu'il importe à la liturgie? Il ne lui est pas moins indifférent qu'on donne ou qu'on ne donne pas au peuple la communion immédiatement après celle du prêtre et qu'on dise ou qu'on ne dise pas le confiteor et le misereatur avant de la lui donner. Tous ces changements sont étrangers, ajoutent-ils, et accessoires et n'intéressent pas essentiellement la liturgie. Il n'y aurait qu'une raison qui pourrait déterminer à les censurer, c'est la crainte qu'ils ne donnassent occasion à d'autres changements plus importants s'ils demeuraient impunis et la nécessité de mettre un frein à la liberté qui croît tous les jours en France de changer les anciens usages, les offices divins et la discipline consacrée par l'obéissance de plusieurs siècles. ainsi raisonnent les cardinaux. Je suis persuadé que le grand nombre pousse bien différemment. Il pourrait arriver cependant que, comme on n'a rien fait encore contre le Breviaire de Paris qui a pourtant refondu généralement tout l'Office, et qui était accusé d'avoir fait des changements favorables aux Jansénistes et préjudiciables aux prérogatives et à la prééminence du Saint Siège qui est le Noli me tangere, on ne fêlât point non plus le nouveau missel, quelque différence qu'il y ait à tous les égards de M. l'archevêque de Paris à M. l'évêque de Troyes. La raison de ma conjecture est qu'on n'ignore point ici la maxime que nous avons en France de regarder les évêques comme les maîtres de la discipline de leurs diocèses, dépendamment pourtant de l'autorité du roi et de ne pas permettre qu'ils soient inquiétés par le Saint Siège sur cet article. Ainsi, la crainte qu'une censure en matière d'usage et de discipline ne soit mal reçue au Parlement ou au Conseil empêchera peut-être de la donner. Peut-être aussi que le soulèvement général contre le Missel, et les dispositions peu favorables du conseil à l'égard de M. l'évêque de Troyes seront une raison d'basarder la censure dans l'idée de s'en faire un titre à l'avenir, si elle est tolérée, pour s'autoriser à porter des censures en matière d'usage et de discipline. Le temps nous instruira.

(Rome, G. 777, f. 273-276)

(18 Le cardinal Firrao au cardinal de Fleury Rome 19 sept. 1738)

Eminentissimo et Reverendissimo Signior mio osservatissimo

Nell'estrema afflizione che reca a Nostro Signore l'affare del nuovo Breviario di questa Diocesi, che sente si trovi tuttavia nello stato di prima, e che non si sia fatto alcun uso delle osservazioni, che a requisizione di V.E. fece fare la Santità sua di tutto quello che era degno di censura nel detto Breviario, prendo io la penna per supplicarla, come fò, ben vivamente a prendere à cuore questo negozio, nel quale hà interesse non solo la religione; perché non può succeder cosa che più favorisca i disegni di quelli, che cercano d'innovarla in questo fioritissimo regno, quanto si è il mutare la liturgia sapra, e il differenziarla in tutto da quella della Santa Romana Chiesa, che n'è stata da principio la maestra; ma che appartiene egualmente allo Stato, la sicurezza e tranquillità del quale consiste nel ritenersi costantemente l'antica vera Religione, che dipende dall'uniforme osservanza de' sagrosanti suoi riti. La Santità sua si era grandemente consolata, quando sentì dar Signor Cardinale d'Elci, che V.E. aveva richiesto, che le fossero avanzate le sudite osservazioni, e quando parimente videsse che il Signor Duca di Saint-Aignan faceva qui la medesima istanza, con intenzione di far correre il nuovo Breviario consentimento alle dette osservazioni, e che di più avrebbe ella indotto Monsignor Arcivescovo a levare dal medesimo i nuovi inni di un notorio appellante. Quale sia poi stata la sua sorpresa, allorché in vece di sentire che tutto ciò sia seguito, hà veduto uscire un nuovo Missale pubblicato da Monsignor Arcivescovo, e che dopo il Missale si pensa di fabricare un nuovo Rituale, lascio concepirla a V.E. La Santità sua nondimeno, quantunque al maggior segno sconsolata, non perdendo per questo il coraggio, nè punto scemando la fiducia, che hà nel gran zelo di V.E., attribuisce la colpa di quel che succede a quelli, che sin' da principio hanno malamente impegnato Monsignor Arcivescovo, e che continuano tuttavia ad abusarsi della di lui bona fede: mà perché e ormai tempo di rompere a

Donc une liste de
corrections à introduire
dans le Breviaire fut
adressée à Fleury
sur sa prière -

questi tali il filo de' loro malvaggi artifici e di prevenire le loro mostruose idee, la Santità sua, con la vivezza che può maggiore, esorta V. E. ad assumere in se questo negozio, ed a farselo tutto suo, ad effetto che possa rendersi ben certa que quello, che V. E. le hà fatto e le farà promettere in appresso su questa materia, abbia inmancabilmente il suo effetto, e possa quindi la Santità sua colmare il suo core, troppo agitato da tante pericolosissime novità, poste in campo nel tempo il più critico per la Religione. Tanto sono io incaricato di doverle rappresentare, e rimettendomi a quel di più che le sarà esposto più diffusamente da Monsignor Lercari, Le rassereno in tal'occasione l'ossequio sempre mai devoto che professo al suo gran merito, e Le bacio umilissimamente Le mani

Roma, G. 770, f. 296

Du Doyet que nous venons de mettre sous les yeux du Lecteur, il résulte que :

- (1) Le bréviaire parisien de M. de Vintimille fut déposé par le Pape au Saint Office, et, si le Saint Office ne le censura pas, un décret fut préparé qui en interdisait l'usage liturgique.
 - (2) La Cour de France obtint que ce décret ne serait pas publié sur la promesse que M. de Vintimille ferait lui-même la correction de son bréviaire conformément aux observations écrites transmises officiellement de Rome.
 - (3) M. de Vintimille, ni le cardinal Fleury ne tinrent la parole donnée à la cour de Rome, ou plutôt en différèrent l'exécution indéfiniment.
- Le Pape Clément XII mourut en 1740 et Benoît XIV, son successeur, ne donna pas suite à l'action de Clément XII.